

L'édito

J'écris cet éditorial à Séville où les responsables de la Région Andalousie viennent de nous annoncer leur demande d'adhésion aux côtés de la « Fondation Andalouse pour la Formation et l'Emploi » déjà très présente dans nos travaux.

Notre université des Régions à Barcelone a réuni 200 personnes de toute notre géographie, depuis les Baléares jusqu'à Malopolska en passant par le Québec. Les ministres de l'Emploi et de l'Education de Catalogne sont venus à la rencontre des personnalités politiques et administratives, experts, universitaires, chercheurs, opérateurs, partenaires sociaux, au travail dans un cadre magnifique.

Sous l'impulsion de nos amis catalans, notre université a été centrée sur l'Apprendre tout au long de la vie face à la crise. Elle a été aussi une étape de notre stratégie reliant Thessalonique (2008) à Bruxelles (8.9.10 septembre 2010). Nous avons réussi Regio LLL 2007-2010 ; il nous faut préparer, pour janvier, un projet 2010-2013 encore plus fort en initiatives, renforcer les coopérations entre nos acteurs

régionaux sur des axes de travail actualisés : émergence et valorisation de nos bonnes pratiques, comparaisons et construction de leurs convergences, prises en compte et déploiements dans les politiques de nos Régions, coordination de celles-ci en concertation avec des orientations européennes renforçant le rôle des Régions.

Impossible de terminer cet éditorial sans transmettre tous mes remerciements, amitiés, vœux de réussite à Sébastien qui nous quitte pour des responsabilités fort importantes, sans saluer l'arrivée d'Adeline De Vore qui apporte tout son dynamisme, son rayonnement au poste de développeur.

Jean Vanoye,
Président de la FREREF



SOMMAIRE

- ↳ Edito de Jean Vanoye
- ↳ La vie du réseau FREREF
- ↳ L'actualité des ateliers-projets
- ↳ Coup de projecteur sur...

L'ACTUALITÉ DE L'ATELIER PROJET UNIVERSITÉ – MARCHÉ DU TRAVAIL – **Projet REGIO-3L**



Sept régions européennes¹ se sont associées, dans le cadre du projet Regio-LLL, depuis fin 2007 pour mener un atelier-projet autour de l'amélioration des transitions entre l'université et le marché du travail, et plus spécifiquement pour l'amélioration de l'employabilité des docteurs en Europe.

En septembre 2009 cet atelier a officiellement démarré. De 2007 à août 2009, le travail préparatoire avait consisté à former le partenariat, réunir les informations, les outils et les conditions pour ouvrir une série d'actions qui se mènent depuis septembre 2009 et s'achèveront en juin 2010, lors du séminaire de Venise (10 et 11 juin 2010, Université de Venise, dates provisoires).

Les transitions entre l'Université et le marché du travail doivent se gérer par un circuit d'acteurs, d'actions collectives et d'impacts en chaîne qui nécessitent la mise en place d'actions clés, autour de la reconnaissance et de la valorisation des compétences des docteurs, en particulier.

Aussi, nous avons créé trois outils pour les cerner :

- une fiche permettant de faire établir par les grands acteurs de la formation doctorale en Europe un état des lieux du système de la formation et de ses enjeux ;
- une trame d'entretien que chaque pays fera passer à des acteurs clés, et permettant en retour d'établir des recommandations à l'Europe ;
- un questionnaire disponible en anglais et en français et qui sera diffusé d'ici fin 2009 dans toute

l'Europe pour recueillir des données sur le fonctionnement de la formation doctorale, les formations transversales, l'identification, la formalisation et la valorisation des compétences des Docteurs, le transfert de compétences, la poursuite de carrière des docteurs, le positionnement professionnel.

Les objectifs attendus pour 2010 :

- Produire des données pour permettre de faire un état des lieux de la formation doctorale en Europe
- Produire des recommandations pour la Commission Européenne pour améliorer les systèmes et les pratiques, renforcer la valorisation des ces publics et de ces parcours, améliorer l'employabilité
- Répondre aux grands enjeux que l'UE s'est fixée, par exemple, devenir d'ici 2010 la première puissance mondiale dans le secteur de la Recherche. Pour atteindre cet objectif, l'Union Européenne a décidé de créer un Espace Européen de la Recherche (EER), de la science et de la technologie qui doit favoriser l'excellence scientifique, la compétitivité et l'innovation par la promotion d'une meilleure coopération entre les différents acteurs. Notre partenariat atelier-projet vise l'apport de ressources pertinentes pour contribuer à la réalisation des objectifs européens.

1 - Italie, (Cà Foscari University of Venice-Interatheneum Center for the Didactics Research and Advanced Training) – Roumanie (Region Constanta) - France (Université de Bretagne sud) - Belgique (Communauté Française de Belgique, Université de Liège) - Pologne (Région Malopolska) - Allemagne (Baden-Württemberg Universität de Konstanz) - Espagne (Generalitat de Catalunya, Département de l'Education et service du Travail)



LA SESSION DE BARCELONE DE L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE D'ÉTÉ POUR APPRENDRE TOUT AU LONG DE LA VIE :

« Apprendre tout au long de la vie, la crise et les Régions : Quelles tensions révélées, quelles opportunités nouvelles ? »

Alors que la crise financière et économique s'annonçait et que les demandes d'emploi augmentaient, les Régions de la FREREF décidaient en septembre 2008 de réfléchir à ses répercussions sur les perspectives de l'apprendre tout au long de la vie dans et au-delà des cycles économiques, et aux initiatives nécessaires dans un cadre interrégional.

Sous le titre « Crise et Régions : quelles tensions révélées et quelles opportunités pour l'apprendre tout au long de la vie ? », la session de Barcelone a été organisée en partenariat avec le SOC (Servei d'Ocupació de Catalunya) du Ministère de l'Emploi de la Generalitat de Catalogne et s'est déroulée sur le site de Cosmo Caixa du 2 au 4 septembre 2009 avec plus de 200 participants provenant de 24 Régions européennes et du Québec.

Un thème qui dérange

Après la clôture de la session de Thessalonique, le Conseil des régions de la FREREF s'est interrogé sur la thématique de la prochaine Université Européenne d'été à Barcelone. Dans un premier temps, la proposition du SOC de réfléchir aux perspectives de l'Apprendre tout au long de la vie dans le contexte de la crise n'a pas été très bien accueillie. Ce thème paraissait trop négatif, ne fallait-il pas plutôt parler des tensions et des innovations en cours ; il mettait l'accent sur les insuffisances de réalisation des objectifs de Lisbonne, plutôt que de marquer les progrès réalisés ou attendus.

La crise s'aggravant, il a paru plus évident qu'une réflexion paraissait nécessaire et qu'il fallait avancer des idées nouvelles pour résoudre les problèmes de court terme sans négliger le long terme. C'est ce double aspect de la question qu'a particulièrement souligné la Ministre du Travail de Catalogne, Sra. Mar Serna, (Consellera de Treball de la Generalitat de Catalunya) en parlant des tensions auxquelles sont soumises les populations des régions et des opportunités que l'institution régionale doit développer : « les demandes d'emploi continuent à

augmenter...l'apprendre tout au long de la vie est un élément-clé pour en sortir et faire face au nouveau modèle de production....La région est l'institution la plus proche du territoire et la formation est son instrument principal...le moment est venu d'investir sur les personnes. »

Car la crise est davantage un révélateur des problèmes du travail, de l'emploi et de la formation. Regarder au-delà de la crise, c'est prendre conscience que la « nouvelle donne » de la sortie de crise ne s'impose pas d'elle-même, il faut prendre les moyens pour la construire. Ce bilan de la session de Barcelone reprend dans un premier point les temps forts de l'analyse des dimensions économiques et des conséquences sociales de la crise et développera ensuite les perspectives qui ont été développées pour la construction d'une nouvelle donne de l'éducation et de la formation. En effet, les tensions sur l'emploi et la formation obligent à repenser la formation professionnelle dans la perspective longue des parcours de vie et de leur sécurisation (deuxième point). Cela souligne l'importance de la gouvernance territoriale et conduit à chercher les moyens de renforcer la coopération ...

... entre les Régions pour développer des politiques communes d'apprendre tout au long de la vie (troisième point).

Accompagner et sécuriser les parcours de vie

La crise est d'abord un révélateur des tensions existantes sur l'emploi et sur la formation. Ces tensions ne datent pas d'aujourd'hui mais sont encore renforcées. Elles rendent plus aigu un paysage déjà très tourmenté. Le risque est fort que, en cas de reprise rapide de l'économie, soient oubliés les aspects les plus critiques que la crise a révélés. Comme l'ont souligné un grand nombre d'interventions, il s'agit du travail et des personnes dans le travail, d'une part, des moins qualifiés d'autre part.

La crise a révélé les conséquences d'une politique de l'emploi où la flexibilité par le recours à la précarité a dégradé les conditions de travail. La mise en valeur d'un travail décent par des actions sur la qualification, la qualité du travail, l'organisation du travail, l'articulation de la vie professionnelle et de la vie personnelle est aujourd'hui prioritaire et passe par autant d'actions et de formation formelle et informelle pour préparer les personnes au travail aux multiples dimensions de l'adaptation aux changements.

Ce sont les moins qualifiés qui sont les plus vulnérables et qui auront le plus de mal à s'en sortir. Les perspectives qui ont été exposées mettent la notion d'accompagnement au centre. Il est d'autant plus nécessaire en période de crise, il doit prendre en compte la vie « entière » en intégrant les dimensions formelle, non formelle, informelle, personnelle, sociale, collective, professionnelle. Il suppose des lieux d'information, d'orientation et de consultation, des dispositifs et des outils en particulier pour la valorisation des compétences.

Sur ces deux axes, trois grandes orientations ont été proposées et des exemples d'action en cours ont été données, qui concourent à créer les conditions préalables de sécurisation des parcours de vie :

- l'orientation tout au long de la vie et l'insertion sociale
- la formation professionnelle intégrée
- la mobilité des jeunes en formation professionnelle.

La gouvernance territoriale

Face aux tensions, les présentateurs ont tous insisté sur la prise en compte des contextes et des environnements. L'institution régionale paraît à cet égard la plus adaptée car elle seule a la capacité de réunir les acteurs des territoires pertinents comme les bassins d'emploi ou de cadre de vie.

Assez paradoxalement, la crise mondiale fait ressortir l'importance des instances territoriales pour gérer les tensions et créer des opportunités nouvelles. La crise a révélé que les grandes régions ou agglomérations fortement inscrites dans la mondialisation étaient vulnérables. Les territoires qui recèlent des avantages adaptatifs et deviennent ainsi attractifs sont ceux qui permettent un autre rapport au travail. La démocratie locale, l'action politique locale, la mobilisation des acteurs créent des facteurs facilitant des solutions nouvelles comme la gestion concertée de la multi-activité, l'aménagement des carrières, le développement de formations au travail adaptées aux situations locales.

La notion la plus innovante qui a été avancée est celle du dialogue territorial. C'est une forme de gouvernance qui vise à l'expression des points de vue et des intérêts et à leur confrontation dans la recherche d'une solution de compromis. Mettre ensemble les acteurs de la politique régionale, de la société civile – associations, ONG, syndicats de salariés, groupements d'entrepreneurs, ...- pour définir les orientations et les actions à poursuivre.

Vers de nouveaux axes de coopération interrégionale

La session de Barcelone a repris la question amorcée au CEDEFOP à Thessalonique - comment les Régions peuvent-elles entrer dans des perspectives de coopération pour mieux mettre en commun leurs politiques de LLL ? - et visait à la prolonger en l'inscrivant dans le contexte de la crise et dans les perspectives au-delà de la crise.

1) Affirmer des positions par rapport aux enjeux de l'apprendre tout au long de la vie dans les cycles économiques

Les positions par rapport au contexte et aux enjeux de la crise a été l'objet des deux plénières du premier et dernier jours avec les interventions de ...

... Bernard Gazier (Economiste, Membre de l'Institut universitaire de France et enseignant à l'Université de Paris, expert à la Banque Mondiale et au Bureau International du Travail), Vincent Merle (Professeur au CNAM), Raul Ramos (Professeur d'économie appliquée, Université de Barcelone), Christiane Demonstès (Sénateur du Rhône), et de Jean-François Trogluc (Directeur du Bureau de l'Organisation internationale du travail (OIT) en France) et Steve Bainbridge (Directeur de la Communication, CEDEFOP). En simplifiant, leurs messages principaux ont porté sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une crise mais de plusieurs crises qui viennent se superposer aux anciennes. La sortie de crise ne débouchera sur une nouvelle donne que si on la construit. Les défis à relever sont principalement :

- ceux de la gouvernance : des exemples ont été présentés avec les cas de Rhône-Alpes (la création d'un Service Public Régional de la Formation), de la Suisse Romande (coopération interrégionale de formation) et de l'Andalousie (les politiques de formation dans les problématiques qui sont l'emploi, le développement territorial et la compétitivité régionale).
- ceux de l'accompagnement des parcours de vie : avec l'examen des cas de la Bretagne (accompagnement et validation des compétences des populations les plus vulnérables), des Iles Baléares (action de formation permettant à des adultes très fragilisés d'acquérir de nouvelles compétences), de Champagne-Ardenne (les enjeux de l'orientation pour les populations les plus vulnérables) et de l'Agence Nationale de Lutte contre l'Illettrisme (identification des compétences des publics fragilisés à travers un référentiel des Compétences Clés en Situation Professionnelle).
- ceux d'une nouvelle relation emploi-formation : avec l'examen de cas de Belgique (mettre en place un dispositif inter régional d'Anticipation des compétences au sein de la Grande Région), de Catalogne (le programme FORMAT d'aide aux entreprises pour la participation des salariés à la formation), et de Suisse Romande (gestion du marché du travail transfrontalier et Validation des acquis pour valoriser les compétences acquises de façon non formelle)

2) Réfléchir au-delà de la crise aux orientations à mettre en place

Réfléchir au-delà de la crise, c'est ancrer le LLL dans une prise en compte réelle des transitions tout au cours de la vie. Les ateliers-projets ont approfondi la question des transitions autour de :

- la question des abandons scolaires prématurés et des processus de raccrochage scolaire (recherche-action en parallèle entre le Québec et 5 Régions européennes)
- la transition Ecole-Vie active (présentation d'un Guide d'analyse et d'amélioration de la qualité des dispositifs de transition)
- la transition Université- Monde du travail (Cas des formations doctorales : renforcer l'employabilité des doctorants par l'acquisition de compétences transversales requises sur le marché du travail)
- la mobilité des jeunes en formation professionnelle (rôle des Régions pour faciliter la mobilité et la valorisation des compétences acquises).

Il serait trop long de présenter ici les conclusions de chacun de ces ateliers-projets, mais l'on doit souligner que deux cas ont fait l'objet d'une présentation en plénière et d'une discussion sur les perspectives à long terme. Le premier sur la formation intégrée qui dépasse la dichotomie trop marquée entre formation initiale et formation continue (dispositif FPCAT de la Catalogne) ; le second sur l'orientation tout au long de la vie et les critères de qualité pour l'améliorer (projet européen AQOR).

3) Oser penser à long terme

Réfléchir au-delà de la crise, c'est oser penser à long terme. La session s'est conclue par un exercice de scénarios à horizon 2020 qui a été proposé à des responsables-décideurs pour qu'ils esquissent les enjeux principaux.

- le scénario de la société civile (Jean VANOYE, 1er vice président du CESR Rhône-Alpes et Josep Maria RAÑE, Président du Conseil économique et social de la Catalogne) a mis en avant la nécessité du dialogue social sur les territoires pour transformer la vision des systèmes éducatifs. La formation tout au long de la vie demande une évolution des contenus éducatifs qui doivent viser à mettre les personnes en capacité de gérer leurs situations à travers les mutations qu'ils devront affronter. La sécurisation des parcours de vie est un préalable à une extension de la formation pour les personnes au travail. ...

... - le scénario du dialogue territorial (Hélène BERNARD, DGA en charge de l'Education, Région Rhône-Alpes et Olga CAMPMANY, Secrétaire Générale du Consorci per a la Formacio Continua de Catalogne) a insisté sur la formation continue comme « une expérience en concertation ». La politique de formation ne peut être seulement une réponse à chaud à la crise. Elle demande de repenser la gouvernance dans le sens de la concertation sociale. Apporter une réponse aux besoins en compétences, investir sur la qualité nécessitent une méthode de démarche partagée et un dialogue approfondi avec tous les acteurs présents sur un territoire.

- le scénario 2020 de la formation des adultes tout au long de la vie (Daniel DESBIENS, Directeur de la DEAAC, au MELS de Québec, Isabelle HALLEUX, Université de Liège et Grazyna PRAWELSKA-SKRZYPEK, vice-Ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur de la Pologne, Professeur de l'Université Jagellonne) a tenté d'indiquer les grands changements qui auront lieu. Les politiciens, les gestionnaires, les professionnels et les agents du milieu communautaire concernés auront donné naissance à une véritable culture partenariale qui assurera et qui favorisera l'accessibilité, la diversité, la flexibilité et la créativité en matière d'éducation et de formation. L'éducation et la formation occuperont une place prépondérante dans la société planétaire apprenante et seront reconnues comme des forces indispensables pour s'adapter au changement permanent. L'éducation des adultes sera caractérisée par une clientèle multiethnique et devra développer une culture partenariale permettant un maillage entre secteur éducatif, entreprise et communauté. L'offre de services à l'intention de la clientèle adulte sera beaucoup plus intégrée (concomitance formation générale – formation professionnelle) et devra offrir des parcours scolaires adaptés aux contraintes de l'apprenant, des services d'accompagnement diversifiés (réussite scolaire, intégration au marché de l'emploi, orientation professionnelle), et une accessibilité à de nombreux programmes ayant pour raison d'être la mise à niveau des compétences professionnelles.

Conclusion : S'organiser pour une réponse commune des Régions

Pour conclure cette réflexion sur l'au-delà de la crise, le Président de la FREREF, Jean Vanoye et Sr. Ernest Maragall Mira, Ministre de l'Education de la

Generalitat de Catalogne (Conseller d'Educació de la Generalitat de Catalunya) ont esquissé trois perspectives à mettre en œuvre :

- mieux articuler la formation initiale et la formation dans l'emploi ;
- développer un espace européen de la formation garantissant la mobilité et des possibilités de reconnaissance des acquis ;
- évoluer vers un système de formation et d'éducation en relation avec les partenaires sociaux dans chaque branche et dans chaque territoire.

Il reste aux Régions membres de mettre en œuvre ces grandes lignes. Dès la clôture de la session, le Conseil des Régions a adopté le principe d'un projet pour développer les actions et politiques communes. La FREREF et ses Régions-membres souhaitent qu'un nouveau projet permette d'établir et de mettre en œuvre une stratégie pour structurer et renforcer la coopération entre les Régions européennes pour développer et implémenter des politiques pour apprendre tout au long de la vie.

Dans une vision stratégique, le projet visera à fournir une valeur ajoutée aux trois niveaux d'acteurs :

- les Régions : nourrir les politiques régionales thématiques par des analyses et études.
- le réseau des Régions : par la coopération inter-régionale, à travers des échanges sur les politiques thématiques communes.
- les acteurs externes : démontrer aux instances nationales, européennes, internationales, les besoins des Régions et leurs actions.

Pour cela, le rôle de la FREREF sera d'aider les Régions dans les domaines de la politique d'apprendre tout au long de la vie et d'aider à développer l'apprentissage par les pairs (peer-learning) parmi les Régions, c'est à dire d'un échange et d'une analyse structurée des priorités des Régions en matière d'apprendre tout au long de la vie (approche qui s'inspire de la « Méthode ouverte de Coordination » (MOC) que les Etats membres utilisent au niveau européen). A travers ce nouveau projet, les Régions partenaires auront l'opportunité d'échanger de l'information, de travailler ensemble sur des projets communs, et d'analyser le développement de la politique d'apprendre tout au long de la vie dans d'autres Régions.

Esther ESTANY, Responsable d'intercanvis internacionals, Servei d'Ocupació de Catalunya (SOC) Joël BONAMY, chef de projet FREREF.

Présentation du Guide d'analyse des offres d'accompagnement des transitions réalisé dans le cadre de l'Atelier-Projet « transition Ecole-Vie active » du projet Regio-LLL

Assurer une meilleure transition entre la scolarité et la vie active

Le passage de la scolarité à la vie active est une étape importante pour les jeunes. Les offres d'information et d'orientation peuvent les aider à franchir cette étape plus aisément. En fonction de leur vécu scolaire et personnel, un suivi plus important peut s'avérer nécessaire. Ce suivi devrait intervenir déjà quelque temps avant la phase de transition et se poursuivre jusqu'à l'insertion professionnelle. Le passage est réussi une fois seulement que les jeunes ont pris pied dans un type de formation ou d'emploi correspondant à leurs capacités.

«Accompagner la transition vers la vie active», «accompagner la transition de l'école au travail», «accompagner l'insertion professionnelle»: toutes ces périphrases résument un questionnement qui est au cœur des politiques européennes depuis une dizaine d'années. C'est pourquoi dans le cadre du projet REGIO-LLL de la FREREF, le sujet a été repris par un ensemble de régions dont les publics cibles sont très semblables ou comparables.

Les différents lexiques définissent «transition» comme le passage d'un état à un autre. Ceci implique d'un côté comme de l'autre qu'il y ait des structures qui se prêtent à ce passage. Appliqué à l'éducation et la formation, la transition se fait du système «éducation et formation» vers le système «vie active - emploi». Dans le contexte actuel, c'est-à-dire un marché de l'emploi sujet aux fluctuations économiques et donc moins stable que lors des décennies précédentes, cette situation demande plus que jamais au système d'éducation et de formation de préparer l'apprenant à la citoyenneté active ainsi qu'à la capacité d'insertion professionnelle et l'adaptabilité.

Le passage du concept du «learning input» (durée, lieu de formation, matières d'apprentissage etc.) vers le concept des acquis d'apprentissages - dans lequel l'apprenant sait, comprend et est capable de réaliser au terme d'un processus d'éducation et de formation - est une des premières conditions à remplir pour réaliser cet objectif

Le document reflète les conclusions résultant des analyses sur l'origine, le développement et l'efficacité des différents dispositifs d'accompagnement des transitions mis en place dans les régions participantes au projet.

Le guide issu de ces travaux doit permettre aussi bien aux politiques qu'aux praticiens d'analyser les dispositifs dans leur cadre d'action et ainsi d'en améliorer la qualité par la mise en place d'un nouveau système utilisant ce document pour l'élaboration du cahier de charge des dispositifs d'accompagnement.

Le guide présente d'une part une grille d'analyse permettant d'évaluer les offres existantes et une check list permettant de guider la conception des offres nouvelles.

Jean-Claude Gosteli.

Coup de projecteur sur...

La CIIP dans la FREREF

La collaboration de la CIIP avec la FREREF, qui a conduit à l'adhésion de la CIIP à la fondation, remonte à des contacts entre la région Rhône-Alpes et le canton de Genève.

En 2002, le secrétaire général de la CIIP proposait à cette dernière de déposer une demande d'adhésion à la FREREF. A cette époque, la République et canton de Genève était membre de la FREREF. Siégeant sous la présidence de Madame la conseillère d'Etat Martine Brunshwig Graf, le Conseil de la recherche de la CIIP, lors de sa séance du 11 novembre 2002, a pris connaissance des travaux réalisés sous les auspices de la FREREF. Il a considéré souhaitable que la Suisse romande et le Tessin, par l'intermédiaire de la CIIP, devienne membre de la FREREF en tant que région européenne, en lieu et place du canton de Genève.

La Délégation exécutive de la FREREF a accepté cette candidature et la demande officielle de la CIIP a été déposée par lettre le 21 janvier 2003. L'assemblée générale de la FREREF, qui s'est tenue à Neuchâtel le 5 décembre 2003, a formellement accepté la CIIP comme nouveau membre de la FREREF.

Le canton de Genève et l'IRD (Institut de recherche et de documentation pédagogiques de la CIIP) étaient actifs dans le cadre de la FREREF. Rappelons à ce propos que la présidence de la FREREF de l'époque était assurée par M. Walo Hutmacher, directeur du SRED (service de la recherche en éducation à Genève), devenu membre d'honneur de la FREREF.

La CIIP et les actions de la FREREF

La participation romande s'est surtout manifestée dans le cadre de l'Université d'été de la Région Rhône – Alpes puis dans celles qui ont suivi. Ce réseau de chercheurs, visant à développer les réflexions sur le domaine de l'éducation, a d'emblée suscité l'intérêt des partenaires suisses, ce qui expliquera la demande d'adhésion de 2003.

La CIIP a dès lors renforcé son implication dans les universités d'été successives. Elle a souhaité, avec d'autres régions, que l'on se préoccupe rapidement des partenaires de terrain afin que les universités d'été débouchent sur des « livrables » concrets, utilisables dans les régions. Ainsi est née

une première idée de « bourse à projets ». la première s'est tenue à Archamps, lors de l'Université d'été 2005 qui suivait celle de Lyon en 2004.

Cette édition 2005 a été co-organisée par la région Rhône-Alpes et la Suisse romande, dans le cadre d'un projet Interreg 2005-2006. Les résultats furent excellents puisque cela a pu élargir les réseaux internes des régions et mobiliser de nombreux partenaires sur des projets de coopération à retombées concrètes dont certains se sont prolongés.

Un nouveau réseau Transition ?

La CIIP, répondant à son engagement, a aussi travaillé à développer un nouveau réseau sur la transition. Il s'agit là de s'intéresser à toutes les formes de transition en particulier celle de l'école à la vie active ou vers la formation professionnelle. Ces problématiques sont cruciales dans le cadre du LLL (Life Long Learning) et concernent toutes les régions et toutes les sociétés.

Suite à un démarrage un peu laborieux, les régions, étonnamment, ne montrant pas un intérêt spectaculaire dans un premier temps, c'est une démarche plus pragmatique qui a permis à ce thème important de prendre ses bases dans le cadre de la FREREF. Le projet européen Leonardo fut l'opportunité d'établir des contacts dans le cadre de grappes de régions, ainsi qu'est conçu le Regio LLL, et ainsi de développer un outil nouveau appelé provisoirement « Guide d'accompagnement des transitions ». La fin de ce projet pourrait déboucher sur une vraie démarche de recherche grâce à un observatoire des transitions. Affaire à suivre.

Les pôles d'activité actuels

Actuellement, la CIIP est active dans le Regio LLL en s'impliquant dans divers ateliers projets : « le rôle des Régions dans la mobilité des apprentis et des jeunes en formation professionnelle », « la transition entre l'école et la vie active ».

La CIIP s'implique également dans l'atelier Raccrochage, avec l'appui de l'IFFP (Institut fédéral des hautes écoles en formation professionnelle) : les travaux permettent de développer des perceptions plus précises des processus qui conduisent par exemple

au décrochage scolaire puis également des aides à expertiser voire concevoir des dispositifs de raccrochage dans tous les domaines. Plusieurs ponts ont pu être jetés entre des projets importants menés dans la région CIIP ou sur le plan national. Par exemple, un concept fédéral appelé « case management » développe dans les cantons des concepts visant à prévenir le décrochage scolaire avant la transition école – formation professionnelle.

Un rapport conséquent vient d'être publié en Suisse traitant de ces divers aspects sous un angle positif, recherchant les facteurs de réussite dans le processus de développement de la formation au sens large. Il s'agit d'une recherche sur une cinquantaine de projets qui se sont déroulés cette dernière décennie. La Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique (CDIP) va prochainement prendre des mesures découplant des recommandations de ce rapport et entrant dans un projet plus global appelé « Transition » qui a démarré en 2006. On voit ainsi que d'autres opportunités de collaboration interrégionales pourraient voir le jour.

Parmi les perspectives intéressantes, nous notons que l'émergence d'un nouveau projet européen traitant de la convergence des politiques des régions avec notamment un axe sur l'orientation tout au long de la vie est porteur de nouvelles collaborations. On peut penser notamment à la VAE (validation des acquis de l'expérience) qui constitue déjà un centre d'intérêt des cantons membres de la CIIP.

Sur le plan institutionnel, le secrétaire général de la CIIP représente cette dernière dans les organes de la CIIP : Assemblée générale, Conseil d'administration, Direction exécutive.

Ces deux dernières années, la FREREF a subi une mue importante, modernisant son appareil et orientant résolument sa stratégie vers l'Europe des régions. Ce choix nous réjouit et nous espérons que ce développement heureux se poursuivra ces prochaines années.

Christian Berger .